**LeMatin-16082018-Suisse romande Etats généraux sur l'informatique réclamés**

**Devant l'ampleur du retard pris par la Suisse dans ce secteur, le syndicat des enseignants romands veut lancer une vaste consultation de ses membres.**

Le Président du SER, Samuel Rohrbach (à gauche), et le secrétaire général Jean-Marc Haller présentent leurs revendications. Image: Keystone

|  |
| --- |
|  |

Le syndicat des enseignants romands (SER) veut des états généraux sur l'informatique. Equipements, formation, plan d'étude, finalité: l'ampleur des problèmes nécessite une concertation forte, a plaidé jeudi le SER.

«Par rapport à d'autres pays, la Suisse a du retard» sur l'enseignement de l'informatique, a reconnu Jean-Marc Haller, secrétaire général du SER devant la presse. Parfois les équipements sont disponibles, mais pas utilisés comme ils pourraient l'être, a-t-il donné comme exemple.

**Vaste consultation**

A l'heure où beaucoup de politiques réclament un enseignement généralisé de l'informatique, de nombreuses questions sont encore sans réponse ou presque. Face à ces défis, le syndicat romand va lancer l'an prochain une vaste consultation de ses membres et au-delà.

La simple définition de «l'informatique» fait problème: bureautique, programmation, robots, ou plus généralement MITIC (médias, informatique, technologies de l'information). Qu'est-ce qu'il faut prendre en compte et donc enseigner, et qui doit le faire ? Comment insérer les heures d'informatique dans le plan d'études ? Autant de questions que des états généraux devront débattre, souhaite le SER.

**Pas aux frais des familles**

Sans oublier les problèmes d'équipements, souligne le syndicat. A la charge des communes ou des cantons? La Suisse n'a pas de systématique. De plus, certains veulent mettre à contribution les familles, ce que refuse absolument le SER.

«Nous nous opposons à ce que le coût de l'informatique retombe sur les familles», a affirmé Samuel Rohrbach, président du syndicat. Plus globalement, les réflexions doivent porter aussi sur la transformation de certains outils de formation via l'informatique, notamment pour l'enseignement des langues.

Interrogé sur la pénurie d'enseignants déplorée lors de cette rentrée du côté alémanique, le SER a jugé que la situation était «à flux tendus» en Suisse romande. Ici, le pragmatisme règne, alors que de l'autre côté de la Sarine, il n'y a guère de passe-droit par rapport aux qualifications nécessaires pour enseigner.

**Accords internationaux**

Devant la presse, le SER a aussi fait part de sa préoccupation face aux accords commerciaux internationaux qui incluent la formation. Le syndicat demande expressément que ce domaine soit exclu de tels accords afin d'éviter une mainmise privée sur une activité aussi fondamentale et publique que l'enseignement.

L'inquiétude porte pour l'heure surtout vis-à-vis de pays pauvres en Afrique. «Certains Etats ont abandonné l'éducation», a relevé Jean-Marc Haller. Des sociétés anglo-saxonnes proposent leurs services, au risque selon lui «d'une occidentalisation et d'une uniformisation de la pensée».

**Manipulation**

Le SER met en garde contre «l'arrivée d'acteurs privés à l'échelon mondial comme Bridges International Academies qui tentent de suppléer les gouvernements». Selon le syndicat, des programmes d'enseignement sont aussi financés par des grandes entreprises, ce qui aboutit à «une orientation, à une manipulation des cours ainsi que des élèves». (ats/nxp)

Créé: 16.08.2018, 15h02